

Communiqué du Conseil d'Etat

9 novembre 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Solidarité internationale : gestion des déchets en Bolivie.....	4
Genève-Confédération	5
Candidature genevoise à la Fête fédérale de lutte : tirons tous à la même corde !	5
Félicitations à Mgr Charles Morerod, évêque nommé du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg	5
Genève	6
L'incubateur de sociétés et de projets <i>cleantech</i> prend corps.....	6
Evolution globale de l'économie du canton.....	6
Nouvelles surfaces administratives et commerciales à Vernier.....	7
Mise en cohérence des zones d'affectation et développement du chemin de la Mousse à Thônex.....	8
TPG : autorisation d'emprunt pour l'achat de véhicules et de distributeurs de billets	8
Aides financières à diverses entités actives dans le domaine culturel	9
Aide financière à la Fondation de formation continue pour le cinéma et l'audiovisuel	9
Soutien à l'association Lancy Natation	9
Extension de la CCT des bureaux d'ingénieurs de la construction et des techniques du bâtiment à Genève.....	10
Adhésion à l'association « Genève – Villes en culture(s) »	10
Corsier : prestation de serment des magistrats communaux et installation des nouveaux conseillers municipaux pour la législature 2011-2015	11
Agenda des invitations à la presse	12

Solidarité internationale : gestion des déchets en Bolivie

Le Conseil d'Etat a décidé d'accorder un financement à un projet de traitement des déchets en Bolivie. Un montant total de 360'000 francs sur deux ans (2011-2012) sera octroyé à la Fondation Swisscontact pour développer un système de collecte et de recyclage des déchets ménagers dans quatre éco-communautés établies à La Paz, El Alto, Cochabamba et Santa Cruz.

Ce projet environnemental, visant à la fois l'amélioration des conditions de vie de la population bénéficiaire, la création d'emplois verts ainsi que la mise en conformité des structures locales de traitement des déchets, s'inscrit parfaitement dans les objectifs du développement durable.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Genève-Confédération

Candidature genevoise à la Fête fédérale de lutte : tirons tous à la même corde !

Le Conseil d'Etat a répondu à une [résolution](#) du Grand Conseil demandant un soutien du gouvernement à la candidature genevoise à la Fête fédérale de lutte suisse et des jeux alpestres en 2016.

Dans la continuité du vote unanime du Grand Conseil, le Conseil d'Etat a accordé son plein soutien à la candidature et a mis l'accent sur la nécessité d'un appui de l'ensemble des collectivités publiques du canton (voir [FAO du 2 novembre 2011](#)). Ce n'est qu'avec une prise de conscience de chacun des partenaires de l'ampleur de la tâche et d'un engagement à la hauteur de la manifestation que Genève pourra réussir. Un engagement financier en faveur de la candidature d'abord et de l'organisation ensuite a été pris par le Conseil d'Etat. Celui-ci devrait être complété par les communes.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 546 69 63.

Félicitations à Mgr Charles Morerod, évêque nommé du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg

Le Conseil d'Etat a transmis ses félicitations à Monseigneur Charles Morerod pour sa nomination au rang d'évêque du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg.

Le gouvernement genevois se réjouit de cette désignation, qui couronne un riche ministère et renforce cet esprit d'œcuménisme auquel l'ensemble des communautés religieuses de Genève sont attachées.

L'incubateur de sociétés et de projets *cleantech* prend corps

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 950'000 francs qui permettra le regroupement en un seul lieu de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE), la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT) et l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI), dans les locaux du Bluebox, à Plan-les-Ouates.

Il concrétise ainsi la première étape du projet de loi accordant des indemnités et une aide financière annuelle de fonctionnement aux organismes susmentionnés pour la période 2012-2015, soit leur regroupement en un seul lieu physique, à proximité des locaux actuels occupés par les entreprises soutenues par la FONGIT dans le Centre de technologies nouvelles (qui héberge déjà dix-huit projets et entreprises).

Le crédit global servira à équiper les surfaces, permettant de loger près de cent personnes.

Le Conseil d'Etat tient également à relever que le projet prévu ne présente pas seulement l'intérêt de donner une réalité physique au regroupement souhaité, mais valorise aussi les entreprises qui y seront hébergées.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 58.

Evolution globale de l'économie du canton

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport sur l'évolution globale de l'économie du canton, les résultats de la promotion économique et la mise en œuvre de la [loi en faveur du développement de l'économie et de l'emploi \(LDévEco\)](#) pour l'année 2010. Il en résulte globalement que la reprise en 2010, consécutive à la crise financière et économique de 2008 et 2009, a été plus dynamique à Genève que dans le reste de la Suisse, essentiellement grâce au secteur financier.

En ce qui concerne les résultats de la promotion économique, l'[Institut de macroéconomie appliquée \(Créa\) de l'Université de Lausanne](#) constate que la plupart des actions s'inscrivent dans le cadre de la promotion économique genevoise et s'adressent principalement – mais non exclusivement – aux entreprises déjà établies dans le canton. Il dénombre par ailleurs 36 entreprises entièrement nouvelles et 18 entreprises venant de l'étranger ou d'un autre canton. Ces 54 entreprises ont créé directement 656 nouveaux emplois.

En 2010, six allègements fiscaux ont été accordés aux entreprises répondant aux critères d'octroi. A cet égard, le Conseil d'Etat souligne qu'en moyenne entre les années 2009 et 2010, plus de la moitié des allègements fiscaux ont été accordés à des sociétés locales au bénéfice du statut de « JEDI » allant aux jeunes entreprises développant des innovations (voir [loi du 2 juillet 2010](#)). Cette loi instaure une procédure simplifiée permettant d'exonérer ce type d'entreprises de l'impôt sur le bénéfice et le capital.

Les zones gérées par la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) ont représenté 2626 entreprises et 35'143 emplois, soit 12,7% du total des emplois du canton.

Outre le soutien aux incubateurs d'entreprises Ecllosion (qui a évalué 41 projets en 2010 et soutenu cinq projets innovants dans le domaine des sciences de la vie), Fongit (qui a suivi 18 entreprises ou projets concernant environ 240 emplois) et Genilem (qui a accompagné neuf nouveaux projets d'entreprises), l'Etat n'intervient que de manière indirecte pour faciliter le transfert technologique au travers des subventions accordées aux hautes écoles, à l'université et aux hôpitaux universitaires. Unitec, pour sa part, a conclu 33% de ses contrats avec des PME locales.

S'agissant de la formation, les activités conjointes de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue et du Conseil interprofessionnel pour la formation ont permis une augmentation des places d'apprentissage de 8% par rapport à 2009 et des offres de formation (plus de 5000 bénéficiaires du chèque annuel de formation en 2010). En outre, plus de 250 adultes ont pu obtenir leur certificat fédéral de capacité, grâce à la validation des acquis.

L'office cantonal de l'emploi et son service des mesures pour l'emploi ont par ailleurs ouvert, fin 2010, des programmes emploi-formation au sein d'entreprises privées. Ces partenariats offrent à des chômeurs faiblement qualifiés de véritables perspectives d'emploi dans des secteurs connaissant de fortes rotations de personnel. Certains de ces programmes atteignent des taux de réinsertion professionnelle avoisinant les 70%. Le Conseil d'Etat a déposé, en mai 2011, un projet de loi visant à renforcer l'usage de ces prestations en faveur des chômeurs et d'en accélérer la mise en œuvre.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Nouvelles surfaces administratives et commerciales à Vernier

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) situé le long de la route de Peney, entre le chemin de Crotte-au-Loup et le chemin de Mouille-Galand, à Vernier. Le périmètre est constitué de quatre parcelles privées d'une superficie totale de 10'500 m². Il se trouve en zone de développement 4A (zone urbaine affectée à des activités artisanales sans nuisances et administratives).



Le projet propose la réalisation de trois bâtiments de quatre niveaux implantés perpendiculairement à la route de Peney et affectés uniquement à des activités administratives, commerciales et/ou artisanales sans nuisances, pour une surface brute de plancher totale de 11'600 m². 220 places de stationnement en sous-sol ainsi que douze places visiteurs en surface sont également prévues.

Ce programme est conforme aux contraintes de bruit liées à la proximité de l'Aéroport international de Genève.

Le PLQ répond aux objectifs du plan directeur communal de 2007 et a été préavisé favorablement par le Conseil municipal de Vernier en avril 2011. La procédure a suscité trois oppositions, que le Conseil d'Etat rejette simultanément à l'adoption du plan.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/procedures.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Mise en cohérence des zones d'affectation et développement du chemin de la Mousse à Thônex



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones dans un périmètre situé entre le chemin de la Mousse et l'avenue Tronchet, à Thônex.

L'enjeu principal consiste à garantir une meilleure cohérence du plan de zones et à faciliter la poursuite du développement d'un secteur central et stratégique de la commune. Le secteur en question est en effet situé à proximité directe de la rue de Genève, à mi-chemin entre cette dernière et la future urbanisation des [Communaux d'Ambilly](#). Il inclut par ailleurs une portion de la future voie verte du CEVA.

Le plan de zone actuel comporte certaines incohérences (affectations non conformes aux constructions actuelles) qu'il s'agit de corriger et qui ont pour effet de contribuer à une sous-utilisation d'un secteur stratégique de l'agglomération. Concrètement, le projet de loi prévoit la création de quatre zones de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée), avec diverses affectations complémentaires dont de l'équipement public, deux zones de développement industriel et artisanal ainsi que cinq zones de développement 4A (zone urbaine destinée principalement aux maisons d'habitation et à des activités sans nuisances).

Les changements d'affectation proposés, s'ils constituent essentiellement des mises en conformité, n'en permettront pas moins d'obtenir une vision claire des potentiels constructibles et, partant, d'initier une politique active en termes d'équipements publics ou de développement de la zone industrielle.

Ce projet est conforme au [plan directeur cantonal](#) en force. Il répond notamment aux objectifs 2.8 et 2.5 du [concept de l'aménagement cantonal](#) qui préconisent respectivement « d'adapter l'offre des équipements de quartier à l'évolution des besoins » et de « mener une politique active en matière de zones industrielles ».

L'enquête publique n'a donné lieu à aucune lettre d'observation. Le Conseil municipal de la commune de Thônex a préavisé favorablement à l'unanimité ce projet le 27 septembre 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

TPG : autorisation d'emprunt pour l'achat de véhicules et de distributeurs de billets

Le Conseil d'Etat a autorisé les Transports publics genevois (TPG) à emprunter la somme de 39 millions de francs. Cette somme est destinée à financer la livraison, au 1^{er} trimestre 2012, d'une partie des 32 tramways commandés dans le contexte de la mise en service du tram Meyrin-Bernex. Elle couvrira également le dernier versement pour l'acquisition de 87 autobus, ainsi que le premier versement pour la livraison du nouveau parc de distributeurs de titres de transport.

Cette décision fait suite à trois autres autorisations d'emprunt accordées les 31 mars 2010, 23 mars 2011 et 27 juillet 2011 par le Conseil d'Etat aux TPG dans le cadre du processus d'acquisition des 32 trams. La première partie du financement des 87 autobus avait également fait l'objet d'une garantie d'emprunt du canton le 27 juillet dernier.

Ces investissements sont prévus dans le plan financier pluriannuel annexé au contrat de prestations 2011-2014 liant l'Etat aux TPG.

Pour toute information complémentaire : M. Cyril Arnold, services des finances, DIM, ☎ 022 327 90 41.

Aides financières à diverses entités actives dans le domaine culturel

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant total de 265'000 francs pour l'année 2012 à diverses entités culturelles. Cette aide, destinée à la création indépendante, permettra la réalisation de différents projets culturels dans les domaines du théâtre et de la musique. Les bénéficiaires sont des associations à but non lucratif : Théâtre Ad Hoc, L'Autre Compagnie, Compagnie 94, Théâtre en Flammes Genève, Ensemble Pastel-Pirates, Compagnie X225, Fanfareduloup Orchestra et Centre International de Percussion.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs octroyé une aide financière d'un montant total de 65'000 francs pour l'année 2012 à l'association à but non lucratif Swiss Chamber Concerts et à la fondation de droit privé CMA. Cette aide, destinée à la diffusion, permettra la réalisation de différents projets culturels : organisation de concerts de musique de chambre, formations spécifiques et mise à disposition d'espaces pour les artistes, production de compilations d'artistes suisses dans différents styles de musique.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Aide financière à la Fondation de formation continue pour le cinéma et l'audiovisuel

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière à la Fondation de formation continue pour le cinéma et l'audiovisuel d'un montant annuel de 10'000 francs pour les années 2012 à 2015.

Cette fondation encourage et mène, à l'échelle nationale, la formation et la formation professionnelle complémentaire dans les domaines cinématographique et audiovisuel. Elle encourage le développement et la réalisation de programmes de formation et de formation continue qui se font en collaboration étroite avec la branche et entreprennent de répondre aux besoins de cette dernière.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25.

Soutien à l'association Lancy Natation

Dans le cadre de la loi sur l'encouragement aux sports, le Conseil d'Etat a attribué pour l'année 2011 une aide financière d'un montant de 29'400 francs au Lancy Natation, association sportive active dans la pratique de la natation. Cette aide financière a pour but d'encourager la pratique sportive des enfants de 7 à 9 ans.

Le Lancy Natation encadre et forme les enfants selon les critères de sécurité et de respect définis dans l'ordonnance fédérale sur l'encouragement aux sports et dans la Charte des droits de l'enfant dans le sport.



*Pour toute information complémentaire : Mme Christiane Coulot, service des loisirs et de la jeunesse, DIP,
☎ 022 546 51 00.*

Extension de la CCT des bureaux d'ingénieurs de la construction et des techniques du bâtiment à Genève

Le Conseil d'Etat a décidé d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (CCT) des bureaux d'ingénieurs de la construction et des techniques du bâtiment à Genève. Cette extension court jusqu'à l'échéance de la CCT, soit jusqu'au 31 décembre 2013.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche, tout en consolidant leur protection sociale. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} janvier 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE, ☎ 022 388 29 29.

Adhésion à l'association « Genève – Villes en culture(s) »

Le Conseil d'Etat a décidé d'adhérer à l'association « Genève – Villes en culture(s) », qui organisera en juin 2014 une manifestation autour des thèmes du paysage et de l'art. Coordinée avec « Lausanne Jardins », cette manifestation donnera ainsi naissance aux « Jardins de la Métropole ».

La manifestation «Genève, Villes en culture(s)», initiée par le canton de Genève avec l'appui des communes de Genève, Lancy, Onex, Confignon et Bernex, consistera en un événement paysager et culturel permettant de préfigurer, d'une part, le [projet stratégique de développement de Bernex](#) et, d'autre part, d'inscrire dans les usages et pratiques la voie verte reliant la nouvelle urbanisation de Bernex à Genève. La manifestation consistera en une série de jardins, paysages, prototypes ou installations provisoires qui viendront ponctuer ce cheminement le temps d'un été.

L'association nouvellement créée contribuera à la recherche d'un modèle spécifique et original de cohabitation ville-campagne, en se proposant comme lieu de prospection et d'expérimentation, en se constituant comme véritable creuset d'idées. Elle se chargera aussi d'organiser un concours international de projets autour du thème fédérateur du paysage et d'en conduire les réalisations. L'association aura pour but de faciliter la recherche de fonds externes ainsi que la mise en relation entre acteurs privés et publics.

L'assemblée constitutive de l'association aura lieu le 14 novembre prochain. Elle réunira ses futurs membres, parmi lesquels des représentants des départements des constructions et des technologies de l'information (DCTI), de l'intérieur et de la mobilité (DIM) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), des communes concernées ainsi que des membres individuels qui soutiennent le projet dans sa réalisation (représentant des milieux agricoles, des Hautes écoles, etc.).

Pour toute information complémentaire : Mme Nicole Surchat-Vial, directrice, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 079 215 69 28.

Corsier : prestation de serment des magistrats communaux et installation des nouveaux conseillers municipaux pour la législature 2011-2015

Le Conseil d'Etat a fixé au jeudi 24 novembre 2011 la prestation de serment du maire et des adjointes (législature 2011-2015) de la commune de Corsier.

Le Conseil d'Etat a également fixé au lundi 5 décembre 2011 la date de la séance d'installation du Conseil municipal de la commune de Corsier pour cette même législature.



Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
10 novembre 10h30	La nouvelle Jonction : arts, neurosciences, cité	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18
15 novembre 10h30	Premier coup de pioche du CEVA	Gare marchandises de La Praille Accès par la route du Grand-Lancy 1-7 1212 Grand-Lancy	DCTI	Caroline Monod ☎ 022 716 06 85 ou 079 473 32 99
28 novembre 10h30	La restauration collective, premier client de l'agriculture régionale ?	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
8 décembre 14h00	Enquête aux frontières	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16